

À quelques mois des élections européennes, la leçon des législatives aux Pays-Bas est que " le vote protestataire, identitaire a le vent en poupe"

À l'issue des élections néerlandaises mercredi, la formation extrémiste de Geert Wilders est devenue le premier parti du pays. Un choc qui résonne dans toute l'Union européenne.



Le leader du Parti pour la liberté (PVV) Geert Wilders, salue à son arrivée à une réunion post-électorale au centre de conférence Nieuwspoord à La Haye, le 23 novembre 2023. ©AFP or licensors

Le Parti de la liberté (PVV), formation d'extrême droite emmenée par Geert Wilders, est arrivé largement en tête des élections législatives mercredi aux Pays-Bas, raflant 37 sièges sur 150 au Parlement. Soit le double par rapport au scrutin de 2021. Rien ne dit que ce " Donald Trump européen deviendra Premier ministre, tant il lui sera difficile de trouver des alliés pour former une majorité. Mais le scénario n'est pas impossible. Or, la montée au pouvoir de cet eurosceptique qui veut claquer la porte de l'Union européenne (UE) et pourfend la migration, l'islam et l'aide militaire à l'Ukraine aurait des conséquences majeures au niveau européen. " *Pèserait alors l'ombre d'un référendum de sortie de l'UE organisé dans un État fondateur, qui représente aussi la cinquième économie de l'Union. Ce n'est pas négligeable* , souligne notamment Eric Maurice, responsable du bureau de Bruxelles de la Fondation Robert Schuman.

Et même si Geert Wilders n'atterrit pas à la tête du gouvernement, sa victoire inattendue pourrait aussi signaler un progrès majeur de l'extrême droite aux élections européennes de juin.

Ce n'est pas la première fois que l'extrême droite s'impose lors d'élections dans un pays de l'UE. L'Italie est d'ailleurs

gouvernée par la Première ministre Giorgia Meloni, issue de ce courant. Qu'y-a-il d'inédit avec la victoire de Geert Wilders ?

Giorgia Meloni, elle, avait préparé son arrivée au pouvoir et avait passé en prévision des messages plutôt conciliants. Dans le cas de Geert Wilders, on se demande s'il y était préparé et donc s'il s'est posé la question de la mise en oeuvre de ce qu'il propose. Ce qu'on peut aussi relever, c'est que Geert Wilders est présent sur la scène politique néerlandaise depuis 25 ans. Tout le monde le connaît, y compris dans ses dérapages. Il avait eu un très mauvais résultat aux dernières élections, on l'avait cru hors jeu. Il n'a même jamais été question sérieusement qu'il accède au gouvernement. Or là, il arrive en tête. Le vote Wilders est peut-être un vote protestataire, mais qui s'oriente vers une figure établie, traditionnelle de la droite la plus dure. Ce n'est pas un vote pour le dernier arrivé en politique, c'est frappant.

Quel impact une arrivée au pouvoir de Geert Wilders aurait-elle sur les décisions européennes ?

Connaissant sa personnalité, on peut imaginer que ce serait haut en couleur ou folklorique. On aurait probablement un durcissement des positions des Pays-Bas sur le soutien à l'Ukraine, sur la migration, sur le contenu du budget européen, sur les règles budgétaires européennes, sur la politique climatique... Cela rendrait encore plus compliquée la prise de décision à Vingt-sept. Mais tout cela reste de l'ordre de l'hypothèse, celle d'un gouvernement Wilders n'étant d'ailleurs pas la plus probable. Et puis il ne faut pas oublier que si le si est énorme Wilders devient Premier ministre, il dirigerait un gouvernement où il y aura au moins 5, 6 ou 7 partis.

Un tel personnage à la tête d'un État membre, ce serait une première ?

Il a en effet un style radical sur le plan politique, il est dans la provocation et ne donne pas de gages de respectabilité pour l'instant. Après, si on regarde la Slovaquie, je ne suis pas sûr que le Premier ministre Robert Fico soit très différent. Milos Zeman (ex-Premier ministre et ex-président de la République tchèque) était, lui, arrivé avec une mitraillette en plastique à une conférence de presse... En Slovénie, on avait eu aussi Janez Jansa. Sauf qu'on y faisait moins attention, alors que là, on parle d'un État européen de l'Ouest, fondateur de l'UE et puissant économiquement.

Le résultat des élections néerlandaises s'inscrit-il dans la veine ou à contre-courant des tendances observées dans d'autres pays européens ? L'UE avait-elle " oublié la menace de l'extrême droite ?

En Italie, c'est un gouvernement d'extrême droite et la Ligue (autre parti d'extrême droite italien, NdlR) est toujours en embuscade. En Allemagne, l'AFD fait des scores faramineux dans les Lander, et pourrait aussi monter aux élections fédérales. En France, le Rassemblement national est très fort. L'inquiétude d'une montée de l'extrême droite existe aussi en Belgique, en vue des élections de l'année prochaine. En Suède, en Finlande, l'extrême droite soutient ou qui participe au gouvernement. En Espagne, on craignait une percée de Vox, qui aurait pu alors former un gouvernement avec le Parti populaire (droite). Donc, le danger est toujours là et on le sait. C'est vrai que les résultats en Pologne (où une alliance de trois partis de l'opposition démocratique l'a emporté face aux populistes du PiS, NdlR) a peut-être occulté tout ça. Mais c'est un miroir déformant : le PiS a quand même obtenu 30 % des voix et est arrivé premier, en nombre de sièges.

Quelles leçons l'Europe peut-elle tirer de ces élections aux Pays-Bas ?

D'une part, encore une fois, la leçon est : méfions-nous des sondages, qui prédisaient moins de 20 sièges pour Geert Wilders. D'autre part, cela pourrait renforcer la tendance longue de montée en puissance de ce type de partis depuis une, deux, voire trois élections européennes. Il faut surtout surveiller les résultats de ces partis-là dans les États qui vont envoyer les plus gros contingents d'eurodéputés au Parlement européen. À savoir la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, la Pologne... Dans tous ces pays, on voit que les formations membres des groupes Conservateurs et réformistes européens (ECR, ultraconservateurs,

antifédéralistes) ou Identité et démocratie (ID, nationaliste, extrême droite) risquent de faire de bons scores. Cela peut compliquer les compromis, les discussions au Parlement européen même si le grand centre composé du Parti populaire européen, des Socialistes et Démocrates, de Renew Europe et des Verts devrait garder la majorité des sièges.

In fine , la leçon, c'est que quelles que soient les situations nationales, le vote protestataire, identitaire a le vent en poupe. De l'Argentine, aux Pays-Bas ou en Italie. Et en Europe, ça se traduit par un vote anti-Union européenne, l'enjeu des politiques climatiques étant aussi en train de monter comme argument de campagne. Avec l'idée " les élites nous imposent ceci ou cela. Wilders surfe clairement là-dessus.